

Individus sous contrôle dans la société tchécoslovaque de 1945 à 1989

Françoise Mayer

► **To cite this version:**

Françoise Mayer. Individus sous contrôle dans la société tchécoslovaque de 1945 à 1989 : Avant-propos. Cahiers du CEFRES, Centre Français de Recherche en Sciences Sociales (CEFRES), 2012, pp.5-13. halshs-00707374

HAL Id: halshs-00707374

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00707374>

Submitted on 20 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CEFRES

Centre français de recherche
en sciences sociales
USR 3138 CNRS-MAEE

INDIVIDUS SOUS CONTRÔLE DANS LA SOCIÉTÉ
TCHÉCOSLOVAQUE DE 1945 À 1989. AVANT-PROPOS

Françoise Mayer

In :

Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle
Françoise Mayer, Ondřej Matějka (dir.)

p. 5-13

Prague, CEFRES, 2012.

ISBN : 978-80-86311-26-5

ISSN 1805-0336

Pour citer cet article :

Françoise Mayer, « Individus sous contrôle dans la société tchécoslovaque de 1945 à 1989. Avant-propos », *Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*. Prague, 2012, p. 5-13.

Individus sous contrôle dans la société tchécoslovaque de 1945 à 1989.

Avant propos

Françoise MAYER

CEFRES, USR 3138 CNRS-MAEE

Centre d'études des mondes russe, caucasien et
centre-européen (CERCEC, CNRS / EHESS), Paris

Ce recueil d'articles entend contribuer à une histoire de la société tchécoslovaque depuis 1945 et de ses modes de contrôles. Les auteurs réunis dans ce cahier ont en commun d'avoir commencé leurs études après 1989, ce qui n'est pas sans signification dans un pays où le passé communiste reste un enjeu important du débat public. La diversité de leurs travaux et de leurs approches est significative de l'intérêt que suscite la quête de nouvelles perspectives pour interpréter l'expérience communiste en dehors des cadres d'une mémoire collective plus encline à le penser à l'aune de sa chute et à entretenir certains clichés. Le premier d'entre eux serait de penser le communisme en termes de fortes discontinuités, coupé du présent, pour mieux s'en distancier, et d'un passé antérieur pour mieux l'externaliser de l'héritage tchécoslovaque¹. Le second, tout aussi tenace, consiste à l'aborder dans les grilles binaires d'un socialisme d'État basé sur la propagande et la surveillance, et subi par une société opprimée.

¹ Sur les propensions du peuple tchèque à penser son histoire en termes de ruptures plutôt que de continuité, afin de surmonter le poids de certains héritages, se référer à : Václav Holý, *Malý český člověk a skvělý český národ, národní identita a poskomunistická transformace* [Le petit homme tchèque et la super nation tchèque. Identité nationale et transformation postcommuniste] (Prague : Slon, 2001).

Un premier constat s'impose, celui d'une volonté de plus en plus affirmée dans l'historiographie récente du communisme, de s'écarter d'analyses trop axées sur le politique et ses institutions au profit d'études qui mettent en lumière la réalité de la société. Ce déplacement de l'intérêt part du principe qu'aucun régime autoritaire ne peut durablement imposer son hégémonie sans s'appuyer sur le soutien du plus grand nombre, et que comprendre ses rouages suppose de s'intéresser davantage à la façon dont la majorité des gens composaient avec les conditions socialistes, et trouvaient leur place dans ce système.

Écrire une histoire de la société sous le communisme signifie-t-il pour autant renoncer à en analyser les mécanismes de contrôle et de répression ? À suivre certains débats historiens, on finirait par le croire². Le développement de l'histoire du communisme depuis 1989 a souvent débouché dans les pays d'Europe centrale sur une forte polarisation de la communauté des chercheurs et de leur discipline, polarisation qui se reflète généralement dans un important clivage du champ historique entre ceux qui cultiveraient une histoire focalisée sur la répression, ses agents et ses victimes, et ceux qui, sous l'enseigne d'une histoire « sociale », entendraient rendre compte du vécu des gens ordinaires, saisis de préférence dans les banalités de leur vie quotidienne, en s'affranchissant en tous cas des cadres « totalitaires ». Les travaux récents disponibles en tchèque dans ce domaine offrent pourtant un tableau plus subtil, qui montre fort heureusement que ce clivage parfois exacerbé dans le cadre du débat public peut être surmonté.

² Voir en particulier Pavel Barša, « Normalizace mimo dobro a zlo » [La normalisation au-delà du bien et du mal], *Lidové Noviny (Orientace)* (21 mai 2011), à propos du livre sur la normalisation de Michal Pullmann, *Konec experimentu* [La fin de l'expérience] (Prague : Scriptorium, 2011) dont l'approche s'inscrit dans le sillage des travaux d'Alexei Yurchak, *Everything was Forever, Until it Was No More. The Last Soviet Generation* (Princeton : Princeton University Press, 2006). Sur cette discussion, voir la recension de Françoise Mayer dans la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 42 n° 4 (2011) : 196-204.

Pour bien des auteurs, comme ceux qui composent ce numéro, la recherche d'objets nouveaux doit aussi permettre d'éclairer les fondements sociaux du pouvoir au sein des systèmes socialistes. Chacune de leurs contributions met en question, dans des styles différents, les liens entre pouvoir et société. Certains le font à partir de l'observation des pratiques concrètes de contrôle ou de propagande, d'autres à partir de l'étude des phénomènes d'identification générationnelle ou culturelle. Quelque soit la méthode ou le thème choisis, ils portent une attention particulière à la façon dont les acteurs s'approprient ou non un discours censé les distinguer ou les désigner. Leurs regards rendent les frontières entre dominés et dominants singulièrement poreuses et proposent une lecture du passé en dehors des catégories binaires qui prévalent généralement dans la mémoire du communisme.

Ainsi abordée, l'étude des phénomènes de contrôles, de surveillance, et finalement de toute violence politique, se fait à l'aune des formes sociales qu'ils prétendent instituer, et incite à s'interroger, par delà les tournants politiques, sur d'autres continuités. Ce n'est pas là son moindre intérêt. S'ouvre alors en effet une voie qui permet de s'affranchir des ruptures qu'impose la mémoire collective à la représentation du passé, et que la forte spécialisation des thématiques au sein de la discipline historique accentue *de facto*, instituant indirectement une dichotomie artificielle entre l'avant et l'après 1968, et *a fortiori*, entre l'avant et l'après 1948. La difficulté à penser l'expérience communiste dans ses multiples continuités historiques constitue assurément un des écueils essentiels à surmonter pour mieux comprendre le passé tchécoslovaque et parvenir à penser ensemble les diverses expériences politiques.

Contrairement à ce que pourrait suggérer une lecture étroitement politique, 1948 ne constitue pas forcément la plus forte rupture avec le passé dans l'histoire récente des Tchèques et des Slovaques. La Tchécoslovaquie d'après guerre est marquée par des changements démographiques,

sociaux, économiques et politiques majeurs qui constituent un bouleversement tout aussi important sinon plus de son évolution historique depuis le début du XX^e siècle. À l'instar de ce qui a pu se passer en France au sortir de la guerre, et au diapason de la justice de Nuremberg, une épuration de grande ampleur contre les responsables du nazisme et du fascisme et leurs collaborateurs a présidé à la reconstruction nationale laissant des marques durables dans la façon d'envisager la justice, la légitimité politique et sociale³. En Tchécoslovaquie la « rénovation nationale » a aussi impliqué de profonds mouvements de population. Plusieurs millions de personnes, de nationalité allemande ou hongroise, sont déplacées hors des frontières et perdent leur citoyenneté tchécoslovaque, tandis que d'autres tchécoslovaques viennent, de l'intérieur du pays ou rapatriés de Russie où ils s'étaient auparavant installés, occuper les positions et les espaces laissés vacants à la suite des expulsions. Les déplacements forcés de la politique d'épuration qui touchent surtout les régions frontalières, font suite à ceux organisés par Staline et l'Armée rouge au moment de la Libération, et plus avant, à ceux que la guerre et l'Occupation avaient engendrés. C'est donc une population profondément modifiée dans sa structure, et sans doute dans ses mentalités, qui constitue la société tchécoslovaque d'après guerre. Ses élites politiques, et toutes ne sont pas communistes alors, s'engagent dans une voie de refonte intense de l'ordre politique et économique dont les grands principes (expulsions, épurations, nationalisations) ont déjà été arrêtés pendant les années de guerre par les élites politiques en exil à Londres ou à Moscou.

³ À ce sujet, voir : Benjamin Frommer, *National Cleansing. Retribution against Nazi Collaborators in Postwar Czechoslovakia* (Cambridge : Cambridge University Press, 2005). De 1945 à 1948, tout un réseau de tribunaux populaires, créés dans le cadre de l'application des Décrets Beneš, a mis en œuvre cette politique de justice rétroactive qui concerna pas moins de 32 000 accusés rien que dans les pays tchèques. Il existe sur ce sujet des travaux très importants comme, par exemple, ceux de Mečislav Borák, *Spravedlnost podle dekretu: Retříbuční soudnictví v ČSR a Mimořádný lidový soud v Ostravě 1945-1948* [Justice sur décret : la justice rétributive en Tchécoslovaquie et le tribunal populaire d'exception d'Ostrava 1945-1948] (Ostrava : Tilia, 1998).

Ceci devrait nous inciter davantage à rapprocher l'étude des étapes qui mènent de la Guerre aux années 1950, sans pour autant verser dans l'illusion d'une vision qui réduirait l'épuration à un simple instrument de l'instauration du pouvoir communiste, imputant aux seuls communistes la responsabilité du devenir tchécoslovaque des années quarante, cinquante, et suivantes. L'historiographie récente de l'épuration tchécoslovaque de la deuxième moitié des années 1940, et de sa genèse dans le contexte du conflit mondial, met à mal ce type de clichés. Elle renouvelle le regard porté sur cette période de l'histoire tchécoslovaque en nous invitant à prendre plus sérieusement en compte la part des forces « démocratiques » (autrement dit, non communistes) dans l'instauration, au lendemain de la guerre, du nouvel ordre national qui préside à la prise de pouvoir par les communistes en 1948⁴.

De la même manière, l'historiographie du communisme tchécoslovaque qui se donne pour objet d'éclairer les mécanismes du pouvoir, se dégage de plus en plus des schémas d'interprétation trop essentiellement fondés sur l'analyse des institutions telles que le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) ou la Sécurité d'État (StB). En portant leurs regards sur des segments de plus en plus variés de la société et du pouvoir, sans chercher à cultiver des rapports d'opposition exclusive entre ceux qui représenteraient plus l'une que l'autre, les historiens permettent de saisir les dimensions sociales de la violence politique. On comprend mieux de la sorte la relative stabilité d'un régime qui put s'exercer, grâce à de multiples transformations, pendant plus de quarante ans, longévité qu'on ne peut sérieusement imputer au simple usage de la terreur infligée à une société qu'il faudrait dès lors penser comme singulièrement passive.

⁴ Le travail des historiens comme Tomáš Staněk, Měčislav Borák, Adrian von Arburg, sur les décrets Beneš, et la façon dont ils ont été appliqués est ici de première importance et témoigne d'un changement significatif du cadre d'interprétation de cette période, mettant éventuellement les chercheurs impliqués en porte-à-faux avec la façon dont le passé peut être encore vécu dans la société tchèque.

L'ensemble des travaux présentés offre une grande complémentarité d'approches. Pour nombre d'entre eux, il s'agit de s'interroger sur la façon dont les pratiques de surveillance sont mises en œuvre par les acteurs individuels, et comment ils contribuent ainsi à forger les cadres d'une société socialiste. Dans tous les cas, le point de vue des acteurs, plutôt que celui des institutions est privilégié.

Que l'analyse porte sur la politique de réémigration des régions désertées par l'expulsion des populations allemandes des Sudètes (Matěj Spurný), ou sur les pratiques d'épuration ou de contrôle biographique (Katka Volná, Marie Černá), ou bien encore sur les formes de la propagande accompagnant un procès stalinien (Petr et Pavlina Koura), c'est la manière dont le pouvoir cherche à « faire corps », au sens où l'entend Claude Lefort⁵, avec et dans la société, via un discours et des pratiques d'intégration ou d'exclusion, qui est interrogée par les auteurs. Les multiples façons dont les acteurs sociaux participent à la cristallisation de ce discours, et par là à la transformation des principes et des valeurs de bases de leur société sont au cœur de leur analyse. Ainsi, lorsque Matěj Spurný étudie la politique de repeuplement des zones frontalières après l'expulsion des Allemands des Sudètes, il va au-delà des intentions affichées par le PCT sur le « renforcement de l'élément slave dans la société tchécoslovaque », et examine dans quelle mesure les acteurs se sont approprié ce discours visant à légitimer les choix opérés en matière de repeuplement, malgré tous les écueils et les contradictions entre les objectifs proclamés d'intégration et les indices flagrants d'une marginalisation des populations concernées. Dans un autre domaine, Katka Volná et Marie Černá s'intéressent aux pratiques d'épuration et de contrôle biographique dans les milieux professionnels et leur questionnement se situe moins du point de vue des préjudices infligés aux victimes éventuelles de ces pratiques que de celui

⁵ Claude Lefort, *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles* (Paris : Le seuil, 1986).

de la construction d'un nouveau système de valeurs. Leur travail a d'autant plus d'intérêt qu'il nous permet de saisir la réalité des épurations en dehors des limites de la sphère purement politique où se sont longtemps cantonnés les travaux dans ce domaine. Le fait que ces articles s'insèrent dans des projets collectifs pluriannuels est extrêmement prometteur pour la promotion de ce champ de recherche. Petr et Pavlina Koura, quant à eux, reviennent sur une campagne de propagande staliniste dans la Tchécoslovaquie de 1950, non pas tant dans le but de nous rapprocher de la langue alors utilisée dans un discours de stigmatisation politique particulièrement violent, que pour nous montrer comment il a été incorporé par toutes sortes de personnes de formation et de statut les plus variés, qui ont constitué ainsi les relais sociaux essentiels à la réussite du processus idéologique initié par les organes centraux.

Dans une perspective différente, plus biographique, Ondřej Matějka explore d'autres pratiques de contrôle, contrôle de soi et du monde. En revenant sur la trajectoire d'un groupe de même génération, il montre comment l'expérience partagée pendant la guerre joue un rôle déterminant dans les engagements ultérieurs de ses membres et comment elle est mobilisée de différentes façons par ces acteurs, selon les étapes de leur histoire et de celle du régime socialiste. Il met ainsi en lumière comment, tout au long de leur existence mouvementée, ces acteurs construisent et revendiquent cette identité « générationnelle », parfois utilisée par d'autres dans le but de les stigmatiser, et la façon dont ils envisagent leur engagement dans la construction socialiste, « négociant » avec leur expérience, leurs convictions personnelles, leurs ambitions politiques et intellectuelles. Saisies dans leur dimension plurielle, ces trajectoires permettent de renouveler la façon de questionner la communauté des « savants » sous le communisme, ainsi que les modes de contrôle qu'elle s'impose afin de pouvoir agir et produire un savoir de qualité,

modes qu'on ne saurait réduire à des stratégies défensives d'adaptation.

Les sondes ainsi pratiquées pour comprendre la part des individus dans les formes de contrôle politique et social nous font mesurer la complexité et la plasticité d'une société sous régime communiste. L'analyse d'un événement ponctuel est elle aussi susceptible de nous aider à mettre en lumière les rapports entre les autorités et la société, surtout quand cet événement trouble l'image communément admise sur une époque donnée. L'article de Petr Blažek corrige ainsi l'image des années 1960, excessivement associées à l'idée de libéralisation, à partir de l'évocation d'un événement révélateur : le passage turbulent d'Allen Ginsberg à Prague en 1965. Loin des légendes suscitées par la présence insolite de l'icône du mouvement Beat cultivées par la mémoire collective, l'auteur restitue avec minutie la chronique de ce séjour et donne à voir des rapports sociaux complexes entre différents acteurs individuels et collectifs issus des mondes culturels, politiques et estudiantins grâce à une mobilisation intelligente des archives policières confrontées aux témoignages de l'époque ou *ex post*. On voit ainsi comment les manifestations les plus fantasques, attestant d'une forte libéralisation, pouvaient rester sous le contrôle systématique des autorités, mais combien celles-ci devaient composer avec la société. La contribution d'Anne-Claire Veluire, qui dresse un panorama des scènes underground et alternatives dans la Tchécoslovaquie des décennies suivantes, confirme l'intérêt qu'il y a à étudier ce phénomène, pour éclairer l'évolution des modes de contrôle social et politique à cette étape du régime, et les modes d'appropriation identitaires chez les jeunes confrontés à cette surveillance. Ces deux points de vue rappellent si c'était nécessaire qu'un projet d'histoire sociale du communisme ne doit en aucun cas nous contraindre à détourner notre intérêt d'événements ou d'acteurs qui sortent de l'ordinaire au motif qu'ils ne seraient pas représentatifs. Leur valeur heuristique est bien réelle, pour qui cherche à

rendre compte de l'autonomie de la société par rapport aux autorités, et le champ dans lequel cette autorité se déploie. Le choix d'un terrain plutôt qu'un autre relève alors souvent de la sensibilité des historiens et la diversité des approches doit être encouragée au maximum.